

LES MESURES ÉCONOMIQUES AMÉRICAINES—
LA QUESTION DE L'OFFRE ÉVENTUELLE
D'OPTIONS AU CANADA

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au premier ministre? Les deux fois où les ministres accompagnés de hauts fonctionnaires se sont rendus en mission à Washington ou encore lors de toute conversation ultérieure sur les répercussions des mesures économiques prises par les États-Unis, a-t-il été question des options offertes au Canada et qu'il pourrait exercer? Cette question a-t-elle fait l'objet d'entretiens avec le gouvernement des États-Unis?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je trouve la question un peu confuse. J'ignore la nature des options qui selon le député auraient pu être offertes au Canada. A quel genre d'options le député songe-t-il?

M. Howard (Skeena): Permettez une question supplémentaire pour éclairer le premier ministre. Comme le gouvernement aime connaître la pensée du gouvernement des États-Unis sur ses projets, lors des deux missions ou dans des communications subséquentes, le sujet ou le contenu du bill C-262 a-t-il été discuté avec les hauts fonctionnaires des États-Unis pour déterminer s'il leur agréé?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, la réponse est non, non seulement à la question mais à l'insinuation.

LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU ET LA STIMULATION
DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, étant donné que, dans le discours qu'il a fait aujourd'hui au Congrès, le président Nixon a annoncé une proposition destinée à stimuler l'économie américaine, semblable, à fort peu de choses près, à celle que l'opposition officielle essaie, depuis quelque temps, de faire adopter au gouvernement...

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Hees: ... plus précisément d'une réduction importante de l'impôt sur le revenu, le gouvernement envisage-t-il de prendre une mesure semblable...

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: A l'ordre! Je crois comprendre que le député a posé sa question.

L'hon. M. Hees: Voici ma question, que j'avais commencé à énoncer: le gouvernement envisage-t-il actuellement de prendre une mesure semblable afin de stimuler les ventes, la production et l'emploi au Canada?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): La différence entre l'opposition et nous, monsieur l'Orateur, c'est que nous avons fait en juin ce que, d'après l'opposition, les États-Unis vont faire maintenant.

Des voix: Bravo!

[Le très hon. M. Trudeau.]

M. l'Orateur: A l'ordre, il y a certains députés qui voudraient poser des questions supplémentaires. Je cède la parole au député d'Abitibi.

DISCUSSION AVEC LES PAYS MEMBRES DU GATT AVANT
LA PRÉSENTATION DE LA LOI DE SOUTIEN DE L'EMPLOI

[Français]

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Je voudrais demander à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce s'il a eu des contacts ou des discussions avec les pays membres du GATT quant aux barrières non tarifaires, avant de présenter le bill C-262 ou depuis?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Non, monsieur le président.

[Traduction]

M. l'Orateur: Je crois que le député de Prince Edward-Hastings veut poser une question complémentaire. Peut-être devrais-je lui accorder la parole dès maintenant.

L'hon. M. Hees: Voici ma question complémentaire: comme le chômage aujourd'hui est exactement...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je m'excuse auprès du député, mais le ministre de l'Industrie et du Commerce soulève la question de privilège.

L'hon. M. Pepin: C'est un point insignifiant, monsieur l'Orateur, mais qui pourrait être important. J'ai répondu «non» à la dernière question, pas «oui», comme l'a traduit l'interprète.

L'hon. M. Hees: Allons-y, monsieur l'Orateur.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Hees: Comme le chômage aujourd'hui est exactement au même niveau que lorsque le ministre des Finances a saisi la Chambre il y a trois mois, au moment de l'exposé budgétaire, le premier ministre et le gouvernement ne se rendent-ils pas compte que les mesures présentées à cette époque sont insuffisantes pour résoudre le problème actuel et qu'une réduction importante des impôts serait aujourd'hui nécessaire pour redresser l'économie?

M. l'Orateur: A l'ordre. La parole est au député de York-Sud.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

LA FERMETURE DE L'USINE GROUNDWOOD À SHEET
HARBOR ET LES PROJETS DE MISE À PIED À
CORNER BROOK

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Vu la fermeture de l'usine de pâte mécanique à Sheet Harbour, en Nouvelle-Écosse, et les menaces de licenciements à l'usine Bowater à Corner Brook, Terre-Neuve, usines qui ne sont nullement touchées par la surtaxe américaine de 10 p. 100, son ministère, ou un autre ministère de l'État, s'occupe-t-il à régler la situation extrêmement pénible à ces deux endroits?